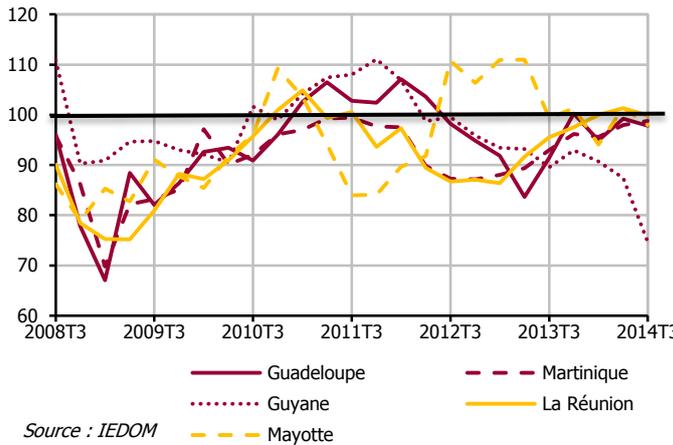


Conjoncture Outre-mer au 3^e trimestre 2014

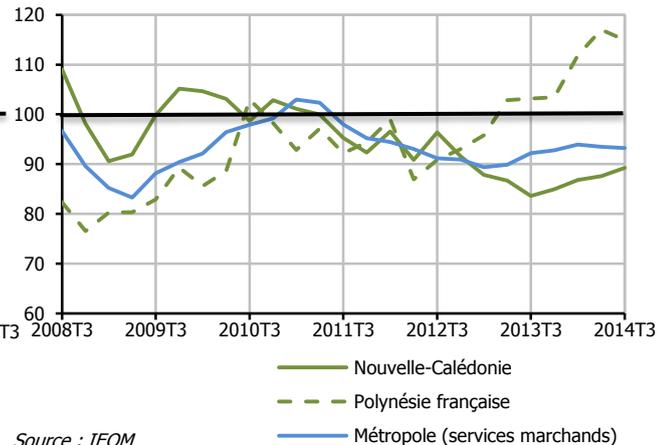
CLIMAT DES AFFAIRES

Indicateur du Climat des affaires dans les DOM
(100 = Moyenne de longue période)



Source : IEDOM

Indicateur du climat des affaires dans les COM
(100 = Moyenne de longue période)



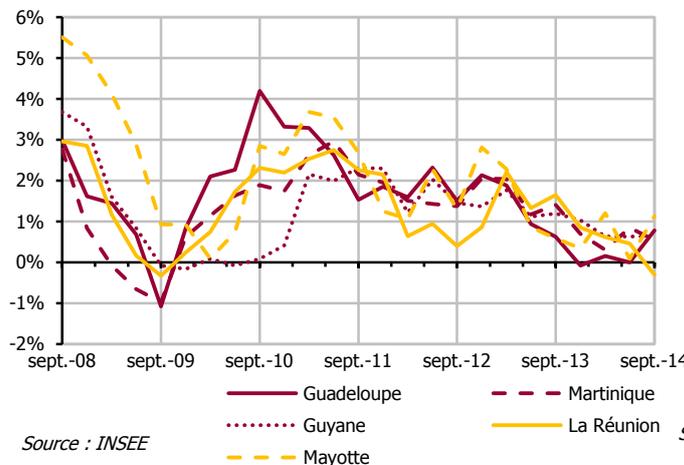
Source : IEOM

Dans les DOM, l'indicateur du climat des affaires a peu évolué, convergeant vers sa moyenne de longue période dans la plupart des géographies, à l'exception notable de la Guyane, où l'indicateur est à son plus bas depuis 2001. Dans les COM du Pacifique, on constate toujours un net contraste entre l'ICA polynésien, en léger recul mais traduisant toujours une bonne orientation, et l'indicateur calédonien, en amélioration, mais toujours dix points en deçà de sa moyenne de longue période.

PRIX À LA CONSOMMATION

Indice des prix à la consommation dans les DOM

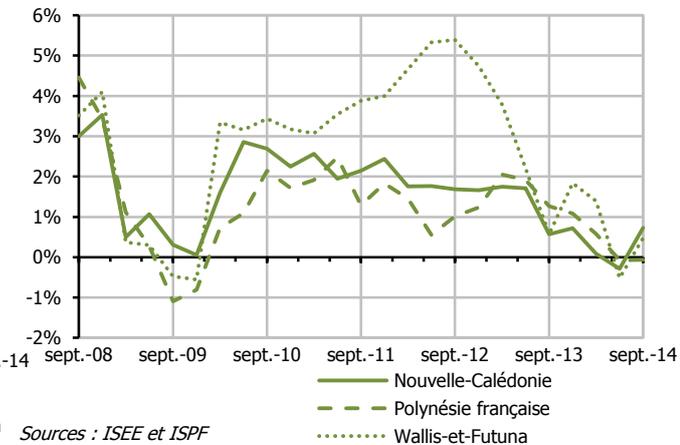
(Glissement annuel)



Source : INSEE

Indice des prix à la consommation dans les COM

(Glissement annuel)

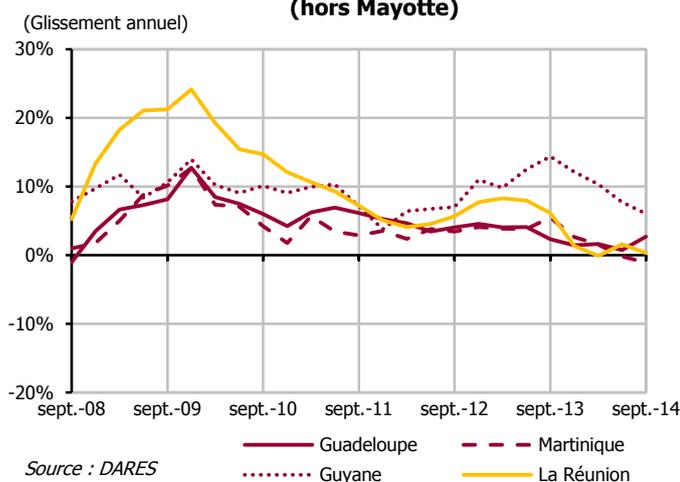


Sources : ISEE et ISPF

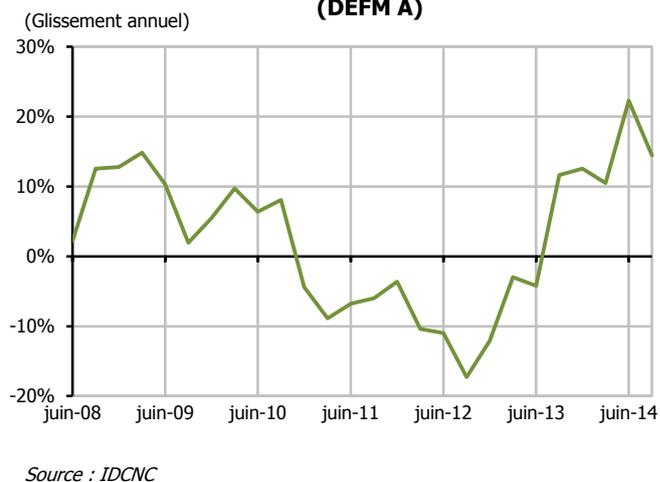
Les prix à la consommation suivent dans les DOM des évolutions contrastées, avec un glissement annuel de l'indice en légère hausse à la Guadeloupe et à Mayotte, quoique toujours inférieur à 1 %, mais devenu négatif à La Réunion. Dans les COM, on enregistre une légère remontée sur un an en Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna, et une stabilité en Polynésie française.

MARCHÉ DU TRAVAIL

Demandeurs d'emploi (DEFM A) dans les DOM (hors Mayotte)



Demandeurs d'emploi en Nouvelle-Calédonie (DEFM A)



Sur le front du nombre de demandeurs d'emploi, une légère diminution est observée dans les DOM, sauf à la Guadeloupe. On observe également un recul en Nouvelle-Calédonie.

CONJONCTURE PAR GÉOGRAPHIE

Guadeloupe : une conjoncture atone

L'indicateur du climat des affaires (ICA) enregistre un léger recul au troisième trimestre 2014 (-1,5 point). À 97,5 points, il reste en dessous de sa moyenne de longue période dont il s'était rapproché au trimestre précédent. Cette diminution s'explique principalement par les anticipations pessimistes des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir. La demande d'emploi repart à la hausse, après s'être stabilisée au trimestre précédent, et concerne toutes les catégories d'âge. La consommation des ménages reste fragile et l'investissement est toujours limité. Dans ce contexte, les échanges commerciaux enregistrent un nouveau repli. Selon l'enquête de conjoncture, l'activité des entreprises peine à poursuivre la hausse amorcée au trimestre précédent. Pour les trois prochains mois, les chefs d'entreprise sont pessimistes. Ils anticipent une activité en baisse pour la fin d'année. La détérioration des charges et des délais de paiement devraient peser sur la trésorerie, également orientée à la baisse.

Martinique : légère amélioration de l'indicateur du climat des affaires

Au troisième trimestre 2014, l'indicateur du climat des affaires affiche une nouvelle amélioration (+1,1 point) et se rapproche de sa moyenne de longue période (-2,1 points). Cette progression de l'ICA s'explique par les anticipations favorables des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir en termes de prévisions d'investissement et de délais de paiement. En effet, les intentions d'investissement, bien que situées toujours en de ça de leur moyenne de longue période, poursuivent leur redressement depuis le premier trimestre 2013. C'est particulièrement le cas dans les secteurs des industries agro-alimentaires, du commerce et, dans une moindre mesure, du BTP. Globalement, l'activité demeure orientée à la baisse. Seul le secteur du BTP bénéficie de l'amélioration de son courant d'affaires. La maîtrise de l'inflation semble favoriser la consommation des ménages alors que la demande d'emploi se stabilise à un niveau élevée.

Guyane : l'indicateur du climat des affaires une nouvelle fois au plus bas

La chute de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au troisième trimestre (-13 points). L'indicateur atteint son niveau le plus bas depuis 2001 et se situe plus de 25 points en deçà de sa moyenne de longue période (-25,3 points). Cette évolution est notamment due au repli de la composante prévisionnelle de l'ICA (-9 points). Ainsi, l'ICA se détériore en raison notamment de l'opinion défavorable formulée par les entrepreneurs sur l'évolution anticipée au quatrième trimestre de leur activité, des effectifs et de la trésorerie. L'opinion défavorable des professionnels sur l'activité passée a également pesé négativement sur l'ICA. La mauvaise orientation de l'activité influe sur le marché du travail. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi est en progression tout comme le nombre de chômeurs de longue durée. Par ailleurs, la consommation des ménages connaît un ralentissement sensible au troisième trimestre et ce malgré une faible progression des prix. Les intentions d'investir continuent de se dégrader et décrochent de nouveau au troisième trimestre.

La Réunion : le climat des affaires se stabilise

Après cinq trimestres de hausse continue, l'indicateur du climat des affaires (ICA) baisse légèrement au troisième trimestre 2014 (-1,5 point). Il reste toutefois proche de sa moyenne de longue période et à un niveau dépeignant un environnement globalement favorable. La composante « future » apporte un message plus mitigé ce trimestre et pèse sur l'ICA pour la première fois depuis le début 2013. Cette inflexion provient essentiellement d'une dégradation des perspectives d'investissement, après un probable excès d'optimisme les trimestres précédents. Globalement, même si les perspectives d'amélioration montrent les premiers signes d'essoufflement, la tendance positive n'est pas remise en cause. Les composantes activités « passée » et « future » de l'ICA s'améliorent de nouveau et s'installent au dessus de leur moyenne de long terme, ce qui est de bon augure. La matérialisation de cette embellie sur le marché de l'emploi s'esquisse timidement à travers les chiffres de Pôle emploi.

Le courant d'affaires est plutôt bien orienté dans les secteurs des services marchands, l'agriculture et la pêche, et le BTP. A l'inverse, l'opinion des professionnels interrogés dans l'industrie y est défavorable, y compris dans les industries agroalimentaires.

Mayotte : un climat des affaires hésitant

L'Indicateur du climat des affaires (ICA) chute de 3,0 points au troisième trimestre 2014 pour se situer légèrement en dessous de sa moyenne de longue période (-1,8 point). Le recul de l'ICA trouve sa source autant dans les réalisations du troisième trimestre que dans les anticipations négatives pour le quatrième trimestre. Ainsi, les délais de paiement et le niveau des trésoreries, qui se sont dégradés, tout comme les perspectives d'investissement et les prévisions d'activité pour le trimestre à venir, participent au repli de l'ICA. Comme observé au deuxième trimestre, les chefs d'entreprise éprouvent toujours des difficultés à recouvrer la confiance dans l'évolution de la conjoncture et adoptent des comportements économiques variables. Cela se traduit par une évolution erratique de l'ICA depuis le début de l'année 2014. Le marché du travail se dégrade à nouveau : il enregistre une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) qui se conjugue à une baisse des offres d'emploi. Dans un contexte de légère hausse des prix, la consommation des ménages se maintient. En revanche, les perspectives d'investissement, qui jusqu'alors portaient l'ICA, se contractent fortement. Les importations reculent légèrement malgré l'augmentation des importations destinées aux ménages et aux entreprises, tandis que les exportations s'inscrivent en hausse pour le deuxième trimestre consécutif.

Nouvelle-Calédonie : l'indicateur du climat des affaires poursuit son redressement

L'indicateur du climat des affaires (ICA) continue à progresser pour le quatrième trimestre consécutif (+1,7 point sur le trimestre). Il reste cependant toujours en deçà de sa moyenne de longue période (-11,5 points). Cette progression de l'ICA repose principalement (+1,4 point) sur une meilleure appréciation des professionnels sur leur activité, leurs effectifs et leur trésorerie au cours du trimestre écoulé. Les anticipations pour le trimestre à venir sont également plus favorables (+0,3 point), notamment celles concernant l'activité et les prévisions d'investissement à un an. Les professionnels anticipent en revanche une dégradation des délais de paiement et de la trésorerie. Malgré cette progression de l'indicateur du climat des affaires, la conjoncture économique reste globalement maussade. La consommation des ménages peine à repartir durablement à la hausse. Le marché du travail s'est encore dégradé, avec une nouvelle hausse du nombre de demandeurs d'emploi et une diminution des offres d'emploi déposées. Pour autant, l'investissement continue à se raffermir pour les entreprises comme pour les ménages. Le déficit commercial s'est creusé sur le trimestre écoulé, la hausse des importations n'étant pas compensée par celle des exportations.

Polynésie française : le climat des affaires est toujours favorablement orienté

L'indicateur du climat des affaires (ICA) fléchit légèrement au troisième trimestre 2014 (-1,7 point), mais reste solidement établi au-dessus de sa moyenne de longue période (+9,3 points) pour le troisième trimestre consécutif. Ce léger tassement s'explique principalement par des anticipations moins favorables des chefs d'entreprise sur le trimestre à venir, notamment sur leur trésorerie et le niveau d'activité escompté pour la fin d'année. Dans une moindre mesure, le jugement des professionnels sur le trimestre passé, moins dynamique qu'espéré, pèse également sur l'indicateur. Dans ce contexte, l'investissement reste bien orienté mais peu dynamique, et les intentions d'investir à un an des entreprises, quoique toujours favorables, ont été revues à la baisse. En parallèle, la consommation des ménages fléchit légèrement, en dépit de la contraction des prix à la consommation et de la stabilisation progressive du marché du travail.

Sur le plan sectoriel, les évolutions sont contrastées. L'activité est stable dans les secteurs clés de la construction et du tourisme, tandis qu'elle évolue favorablement dans l'industrie agroalimentaire et les services, qui bénéficient d'une amélioration de leur trésorerie. En revanche, le secteur primaire et le commerce voient leur courant d'affaires se dégrader, en lien avec la relative faiblesse de la consommation des ménages.

Wallis-et-Futuna : fléchissement de la consommation des ménages dans un contexte économique moins favorable

Essentiellement portée par la consommation des ménages depuis le début de l'année, l'activité économique se replie au cours du troisième trimestre 2013. Le nouveau recul du niveau d'emploi se fait sentir sur la consommation des ménages malgré la hausse contenue de l'indice des prix sur la période. Par ailleurs, l'investissement des entreprises peine à repartir et les importations enregistrent une sensible contraction sur les trois derniers mois. L'activité du secteur du BTP amorce une timide reprise mais reste bien en deçà de son niveau de 2013. Les quelques chantiers privés entrepris au cours du trimestre ont permis de soutenir l'activité du secteur en dépit d'une commande publique en déclin. Ainsi, les effectifs du secteur, en repli depuis le début de l'année, se stabilisent au troisième trimestre. Quelques chantiers publics sont programmés en fin d'année (rénovations des bâtiments scolaires du premier et du second degré, route de Peka). Les travaux relatifs au projet de téléphonie mobile et de la capitainerie de Futuna pourraient assurer un niveau d'activité satisfaisant aux entreprises du secteur en 2015. Très attendus à Futuna, les travaux d'extension et de rénovation du quai de Leava, financé dans le cadre du X^e FED (1,83 milliard de F CFP), ne devraient pas être engagés avant 2016. Dans le domaine des transports, une étude du Secrétariat de la communauté du Pacifique (CPS) sur la desserte inter-îles par voie aérienne et maritime est en cours.

Saint-Pierre-et-Miquelon : amélioration de l'activité économique

L'activité économique de l'archipel qui s'était inscrite en demi-teinte au cours du premier semestre de l'année s'améliore nettement au cours du troisième trimestre. La consommation des ménages progresse sur le trimestre. Cette tendance se traduit par des importations de produits alimentaires toujours bien orientées, des immatriculations de véhicules de tourisme qui repartent à la hausse et une activité de crédit à la consommation qui poursuit sa progression. L'investissement des entreprises se redresse, marqué notamment par la croissance des importations de produits bruts et des crédits d'investissement. L'indice des prix à la consommation s'inscrit légèrement en hausse, après avoir enregistré une décélération continue au premier semestre, principalement sous l'effet de l'augmentation des prix des produits alimentaires et des services. Néanmoins, l'indice des prix à la consommation reste à un niveau historiquement bas. Le marché de l'emploi, quant à lui, reste bien orienté et ce malgré une légère hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur le trimestre (CVS). Les exportations se replient sensiblement sur le trimestre, tandis que les importations augmentent très nettement, en raison notamment d'importantes livraisons de fioul. Sur le plan sectoriel, le constat est moins favorable avec un nouveau repli de l'activité de la pêche artisanale et une diminution significative du trafic passagers vers l'archipel.

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE PLUS LENTE

En dépit d'un tassement en 2014, la reprise – inégale – de l'économie mondiale se poursuit. Le FMI prévoit, dans ses Perspectives de l'économie mondiale, une croissance moyenne de 3,3 % en 2014 et de 3,8 % en 2015, après 3,2 % en 2013. Les conditions financières se sont détendues en 2014. Selon le rapport sur la stabilité financière dans le monde publié début octobre par le FMI, les risques de marché et de liquidité ont augmenté tandis que les primes de risque baissent et les prix des actifs sont moins volatiles. Les valorisations de certains types d'actifs semblent exagérées. D'autre part, les risques géopolitiques à court terme et les risques de stagnation et de faiblesse de la croissance potentielle à moyen terme sont susceptibles de dégrader ces prévisions.

La croissance économique a rebondi à partir du deuxième trimestre 2014 aux États-Unis avec une reprise vigoureuse de l'emploi. Au troisième trimestre, les exportations ont tiré la croissance tandis que les importations se sont repliées en liaison avec le tassement de la consommation des ménages. Le FMI prévoit une croissance du PIB des États-Unis de 2,2 % en 2014, après 2,2 % en 2013.

Dans la zone euro, la croissance est en panne. Le PIB a progressé de 0,2 % au troisième trimestre 2014, soit à peine plus qu'au trimestre précédent (0,1 %). La croissance du PIB de l'Allemagne est de 0,2 % tandis que le PIB de l'Italie se contracte de 0,1 %. L'inflation dans la zone euro reste bien en deçà de l'objectif de 2 %. Le FMI table sur une faible reprise soutenue par une réduction du frein budgétaire et une amélioration des conditions du crédit, à 0,8 % en 2014 et 1,3 % en 2015.

Le PIB de la France a progressé de 0,3 % au troisième trimestre 2014, essentiellement porté par une forte hausse des stocks des entreprises et par la consommation, tout particulièrement celle des administrations publiques (+0,8 %), tandis que le commerce extérieur a eu une contribution négative de 0,2 point. Le FMI table sur une croissance de 0,4 % en 2014 et 1 % en 2015.

L'activité est globalement plus faible que prévu dans les pays émergents, avec une faiblesse persistante de la demande intérieure et une moindre progression de l'investissement. Le FMI pointe le risque d'un recul de la croissance potentielle. Les tensions géopolitiques et conflits internes pèsent sur l'activité des pays concernés.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : décembre 2014 – Dépôt légal : décembre 2014 – ISSN 1952-9619